

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Commun aux 2 lots

Marché n° PA_2024-094

**Fourniture d'onduleurs et service de maintenance préventive et
curative pour l'Institut National du Service Public**

MARCHE DE FOURNITURES

**Marché passé selon la procédure adaptée
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales.....	3
1-1- Forme, décomposition et montant du marché.....	3
1-2- Durée du marché.....	3
1-3- Réalisation de prestations de services similaires.....	4
1-4- Sous-Traitance.....	4
Article 2 - Pièces contractuelles.....	4
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations.....	4
3-1- Réunion de lancement.....	4
3-2- Lieux, horaires d'exécution.....	5
3-3- Délais d'exécution.....	5
3-4- Modalités de livraisons.....	5
3-5- Evolutivité technologique.....	5
3-6- Evolutivité des produits.....	6
3-7- Documentation et catalogue.....	6
Article 4 - Prix et règlement.....	6
4-1- Emission et contenu des bons de commande.....	6
4-2- Forme du prix.....	6
4-3- Contenu du prix.....	6
4-4- Révision des prix.....	7
4-5- Commandes hors BPU.....	7
4-6- Offre de prix promotionnels.....	8
4-7- Modalités de règlement.....	8
4-7-1- Périodicité et régime des paiements.....	8
4-7-2- Présentation des demandes de paiement.....	8
4-7-3- Délais de paiement.....	9
4-7-4- Intérêts moratoires.....	9
Article 5 - Clause de réexamen.....	9
Article 6 - Contrôles de la bonne exécution du marché.....	10
6-1- Opérations de vérifications et décisions après vérifications.....	10
6-1-1- Vérification quantitative.....	10
6-1-2- Vérification qualitative.....	10
6-2- Pénalités.....	10
6-2-1- Pénalités de retard.....	11
6-2-2- Autres pénalités.....	11
Article 7 - Assurances.....	11
Article 8 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché.....	11
Article 9 - Résiliation.....	12
Article 10 - Litiges et différends.....	12
Article 11 - Dérogations aux documents généraux.....	12

Article 1 - Dispositions générales

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les fourniture d'onduleurs et service de maintenance préventive et curative pour l'Institut national du service public.

La description technique des fournitures et des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-1- Forme, décomposition et montant du marché

Le marché est composé de 2 lots.

Lots	Forme	Montant minimum HT	Montant maximum HT
<u>Lot 1</u> : Service de maintenance préventive, curative et fourniture d'onduleurs pour l'Institut national du service public à Strasbourg	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	Aucun	15 000 EUR par an
<u>Lot 2</u> : Service de maintenance préventive, curative et fourniture d'onduleurs pour l'Institut national du service public à Paris	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	Aucun	15 000 EUR par an

Il ne comporte ni tranche, ni phase.

1-2- Durée du marché

Lots	Date de début	Durée de la période initiale
<u>Lot n° 1</u> : Service de maintenance préventive, curative et fourniture d'onduleurs pour l'Institut national du service public à Strasbourg	A compter du 23/01/2025 ou a posteriori si la date de notification intervient après	24 mois
<u>Lot n° 2</u> : Service de maintenance préventive, curative et fourniture d'onduleurs pour l'Institut national du service public à Paris	A compter du 23/01/2025 ou a posteriori si la date de notification intervient après	24 mois

Reconduction : tacite annuelle dans la limite de 2 reconductions de 12 mois chacune sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec accusé de réception par le pouvoir adjudicateur trois mois avant la date anniversaire du début du marché. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

1-3- Réalisation de prestations de services similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés de prestation de services similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant cumulé de ces prestations similaires sur les services de maintenance ne pourra dépasser 50 % du montant du marché.

1-4- Sous-Traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS)].

Le titulaire veillera présenter ses sous-traitants qui ne l'auraient pas été lors du dépôt de son offre ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'acceptation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé [DC4 \(Déclaration de sous-traitance\)](#). Devront y être indiquée les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 EUR TTC.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

Article 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, et ses annexes, le bordereau des prix (BP) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles pour chacun des lot ;
- les bons de commandes.

Article 3 - Modalités d'exécution des prestations

3-1- Réunion de lancement

Dans le mois suivant la notification, une réunion préparatoire est organisée par l'INSP. Au cours de celle-ci, sont notamment présentées les modalités d'exécution du marché ainsi que la visite des lieux d'exécution du présent marché.

3-2- Lieux, horaires d'exécution

Les prestations s'effectueront sur le site de Strasbourg pour le lot 1 (1 rue Sainte Marguerite) et sur le site de Paris pour le lot 2 (2 avenue de l'Observatoire, 6^{ème}) de l'Institut national du service public (INSP) du lundi au vendredi de 08 h 30 à 17h30, sauf autre précision d'horaire sur le bon de commande.

3-3- Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à intervenir aux dates et horaires indiqués dans les bons de commande et à respecter les délais indiqués dans le CCAP, dans le CCTP, et, s'ils sont plus courts, dans son offre.

En tout état de cause, ce délai ne peut dépasser 4 (quatre) heures ouvrées et si intervention sur site 8 (huit) heures ouvrées maximum, soit le lendemain du signalement de l'incident.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

En cas de dépassement des délais, le titulaire encourt des pénalités de retard, conformément à l'article 6-2 du présent CCAP.

3-4- Modalités de livraisons

En complément de l'article 20 du CCAG – FCS, les livraisons seront effectuées conformément au lieu indiqué sur le bon de commande. Le titulaire prendra contact avec le correspondant du pouvoir adjudicateur avant toute livraison afin de s'assurer des horaires d'ouverture des sites et de la disponibilité des personnels qui réceptionnent les commandes. Un bon de livraison, conforme au bon de commande, est transmis à chaque livraison.

3-5- Evolutivité technologique

Les configurations proposées au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre devront tenir compte des dernières évolutions technologiques, des performances au moins équivalentes à celles définies dans le cahier des clauses techniques.

Au regard de l'évolution technologique des équipements objets du marché, le titulaire aura la faculté, pendant la durée de validité de l'accord-cadre de :

- proposer des modifications sur les matériels objets de l'accord-cadre en vue de leur amélioration,
- substituer, aux matériels figurant au marché, de nouveaux matériels de leur catalogue, à condition que les besoins initialement exprimés ne soient pas modifiés, qu'il s'agisse de matériels similaires à ceux figurant à l'accord-cadre, qu'ils aient des performances équivalentes.

Aussi, le titulaire est tenu d'informer l'INSP, par écrit et avec un préavis d'un mois, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ses matériels ou dans sa gamme de matériels objets de l'accord-cadre et définis dans l'offre du Titulaire. Cette information doit être accompagnée des données techniques liées à ces changements et des prix correspondants.

Tout changement de marques et modèles figurant dans l'offre du Titulaire de l'accord-cadre doit faire l'objet d'une validation préalable de l'INSP. Celle-ci pourra accepter ou refuser ces propositions.

L'INSP pourra demander la mise à disposition temporaire d'un équipement pour valider le changement ou l'ajout à l'offre du titulaire.

Les nouveaux matériels validés par l'INSP, comme définis ci-dessus, sont introduits dans l'accord-cadre.

Ces modifications intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre devront faire l'objet d'un échange écrit entre les parties avec la fourniture d'un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre validés.

3-6- Evolutivité des produits

Le titulaire est tenu de procéder à une mise à jour des références lors de la disparition ou de l'apparition de nouveaux articles répondant aux conditions du marché.

Si la modification d'une référence concerne un produit figurant au bordereau des prix du marché, la modification fera l'objet d'une modification de marché.

Si la modification d'une référence concerne un produit figurant au(x) catalogue(s), le titulaire remettra un nouveau catalogue (ou un modificatif) au pouvoir adjudicateur par LR/AR.

3-7- Documentation et catalogue

Le(s) catalogue(s) du titulaire sont à disposition du pouvoir adjudicateur grâce à un accès en ligne. Ils doivent être rédigés en langue française.

D'une manière générale, la documentation en langue française fait partie intégrante du marché et les délais de livraison lui sont applicables. Si elle n'est pas fournie, ou si elle n'est pas satisfaisante, le pouvoir adjudicateur dispose des mêmes moyens coercitifs que pour toute autre prestation (pénalités de retard, possibilité d'ajourner ou de rejeter les prestations, voire d'exécuter aux frais et risques du titulaire).

Article 4 - Prix et règlement

4-1- Emission et contenu des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

- La maintenance préventive sera déclenchée par l'émission d'un bon de commande annuel.
- Le matériel nécessaire à la remise en état sera déclenché par l'émission d'un bon de commande le cas échéant.

Les prestations hors BPU, nécessaires à la bonne réalisation des prestations, feront l'objet d'un devis vérifié par l'acheteur qui déclenchera le bon de commande spécifique en cas d'acceptation. L'acheteur se réserve la possibilité, en cas de désaccord, de demander un devis modifié, dans le respect du montant maximum de l'accord-cadre. Le titulaire proposera alors une alternative.

4-2- Forme du prix

Le marché est traité à prix forfaitaires et unitaires au vu des prix figurant au Bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement (AE).

4-3- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
- les taxes et écotaxes ;
- les frais afférents à l'assurance ;
- les frais de déplacement (hôtellerie, restauration, transports) ;
- les réunions de travail (visite de lancement) et de validation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ;
- ainsi que toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché, notamment et de manière non exhaustive, les frais d'emballage perdu, de port jusqu'au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

4-4- Révision des prix

Les prix du marché sont révisibles annuellement à la date anniversaire du début du marché selon les modalités décrites ci-après.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales ou finales le cas échéant. Ce mois est appelé mois zéro (M_0).

Pour les prix de la main-d'œuvre, la formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 * \left[\left(\frac{I}{I_0} \right) \right]$$

- P = prix révisé
- P_0 = prix réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (M_0) ou, partir de la deuxième révision, de la révision précédente ;
- I = valeur du dernier indice intitulé connu définitif à la date de révision du prix (001565195 – INSEE/ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>)
- I_0 = valeur du dernier indice intitulé connu définitif au mois M_0 (numéro de l'indice – source/adresse internet)

Pour la fourniture d'onduleurs, la formule application est la suivante :

$$P = P_0 * \left[\left(\frac{I}{I_0} \right) \right]$$

- P = prix révisé
- P_0 = prix réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (M_0) ou, partir de la deuxième révision, de la révision précédente ;
- I = valeur du dernier indice intitulé connu définitif à la date de révision du prix (010534470 – INSEE/ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534470>)
- I_0 = valeur du dernier indice intitulé connu définitif au mois M_0 (numéro de l'indice – source/adresse internet)

Si le titulaire souhaite bénéficier de la révision du prix, il notifie au service facturier (SFACT), à l'adresse courriel SFACTDEPENSES-AC@insp.gouv.fr, ses nouveaux prix au plus tard au moment du dépôt de la première facture après la date de révision.

La formule de calcul, les indices utilisés et la variation des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif. A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors de trente jours pour accepter la variation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

L'utilisation d'une formule différente entraînera le rejet de la révision des prix et le titulaire disposera d'un délai de dix jours pour effectuer une autre demande de révision. A défaut, les prix ne seront pas révisés.

Les prix révisés seront appliqués aux prestations réalisées après la date de révision.

Le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires ainsi que ses nouvelles structures de tarifs si elles sont plus favorables au pouvoir adjudicateur et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

4-5- Commandes hors BPU

Pour toute commande exceptionnelle d'articles ou accessoire que pourrait commander le pouvoir adjudicateur et qui ne figurerait pas sur les BPU, un coefficient pour pièce indiqué à l'article « Commandes hors BPU » de l'acte d'engagement (AE) sera appliqué au prix d'achat net fournisseur. Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de demander au titulaire la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs. Les prix nets de ces fournitures est facturé aux conditions économiques applicables

à la date des demandes.

En cas d'incohérence manifeste sur les prix du marché ou de dépassement du coefficient pour pièce arrêté au contrat ou de refus de transmission de la copie des devis ou facture du ou des fournisseurs, le pouvoir adjudicateur est délié de l'exclusivité contractuelle.

4-6- Offre de prix promotionnels

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles ponctuelles proposées par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur par courrier électronique avec accusé de réception toutes précisions utiles à la mise en œuvre de ces prix promotionnels, et en particulier la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

4-7- Modalités de règlement

4-7-1- Périodicité et régime des paiements

Les prestations de maintenance sont réglées à terme à échoir. La périodicité de paiement (trimestriellement ou annuellement) sera déterminée à la réunion de lancement du présent marché.

Les commandes de fournitures sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation, et après attestation des services faits.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture distincte.

Mode de règlement : virement administratif.

4-7-1-1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG – FCS s'applique.

4-7-2- Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET de l'INSP : 197 534 639 00020 – code service : DL

Il existe également un lien pour vous guider dans vos démarches sur chorus-pro.gouv.fr :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creer-un-compte-utilisateur-et-sauthentifier/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

4-7-3- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

4-7-4- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux IM.

Article 5 - Clause de réexamen

Le cas échéant, le coût de la maintenance de l'année sera actualisé en préalable à la commande annuelle de maintenance en fonction des matériels qui auront été fournis ou supprimés au courant de l'année n-1.

Cette modification, avant son application, sera validée par les deux parties et donnera lieu à une mise à jour du bordereau des prix, par voie d'avenant.

Elle se fera sur la base :

- des prix de maintenance fournis dans le Bordereau des prix,
- de la date de prise d'effet de la maintenance des nouveaux équipements couverts après période de garantie.

Remarque : L'entrée en maintenance d'un nouveau produit en cours d'année pourra donner lieu à un

bon de commande spécifique calculé au prorata du forfait de maintenance annuel du produit sur la base de la durée restant à courir entre la date de prise d'effet de la maintenance du nouvel équipement et la fin de la période de maintenance en cours.

En cas de réexamen des prix, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur, avant la fin de la période en cours, le bordereau des prix réactualisé.

Les nouveaux prix seront appliqués pendant toute la durée de la nouvelle période en cours et prendront effet pour les commandes passées à compter de la date de début de cette nouvelle période.

Article 6 - Contrôles de la bonne exécution du marché

6-1- Opérations de vérifications et décisions après vérifications

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative seront effectuées par le service prescripteur. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG – FCS, les opérations de vérification se feront en dehors de la présence du titulaire.

6-1-1- Vérification quantitative

La vérification quantitative consiste à vérifier la concordance entre la quantité commandée indiquée dans le bon de commande et la quantité livrée/exécutée.

La signature de la réception sur le bon de livraison ou la remise d'un rapport d'intervention ne vaudra que pour acceptation des quantités reçues/exécutées et non de la qualité des fournitures/prestations.

Si la quantité livrée/exécutée n'est pas conforme à la demande, le service prescripteur peut mettre le titulaire du marché en demeure de compléter sa livraison dans les délais qui lui seront prescrits, de reprendre l'excédent si la livraison dépasse la commande sans suppléments de prix et/ou de prendre à sa charge le dépassement horaire ne relevant pas de la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

6-1-2- Vérification qualitative

Si [les fournitures livrées/les prestations de service exécutées ne correspondent pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront être refusées et devront être immédiatement remplacées aux frais du fournisseur dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés et les prestations ré-exécutées au frais du titulaire dans le délai prescrit par le pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure formelle.

Selon la situation, en cas de non-conformité, le bon de livraison et son duplicata ou le rapport d'intervention devront être rectifiés sous la signature des représentants des deux parties (pour le bon de livraison et son duplicata uniquement).

Si les fournitures livrées/les services exécutés ne correspondent toujours pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront faire l'objet d'une réfaction du prix dans les conditions de l'article 30.3 du CCAG FCS.

6-2- Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG – FCS, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut, par une décision motivée et au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire, renoncer à l'application de pénalités.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 5 % du montant HT de la commande et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

6-2-1- Pénalités de retard

En cas de retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la production de toute documentation demandée dans le cadre du présent marché : 40 EUR par jour ouvré de retard.
- Retard dans la livraison de la commande entière : 2 % du montant de la commande par jour ouvré de retard.
- Retard dans les délais d'intervention définis à l'article x du CCTP :
 - Au-delà de 04 h 00 : **20 EUR** par heure de retard ;
 - Au-delà de 08 h 00 : **40 EUR** par heure de retard ;
 - Au-delà de 24 h 00 : **200 EUR** par jour ouvré de retard.

6-2-2- Autres pénalités

Hors retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Défaut de transmission du bon de livraison ou en cas de transmission d'un bon de livraison ne correspondant pas au bon de commande : forfait de **5 %** du montant de la commande.
- Impossibilité constatée d'obtenir une réponse dans un délai de 5 jours à compter de la première demande concernant le suivi commercial ou technique du marché : forfait de **40 EUR** par défaillance constatée.

Article 7 - Assurances

Le titulaire ainsi que les éventuels co ou sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier avant tout commencement d'exécution qu'ils sont titulaires de contrats d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du pouvoir adjudicateur (dommage corporel ou matériel) en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

La garantie devra être reconnue suffisante par le pouvoir adjudicateur et sera illimitée pour les dommages corporels.

Article 8 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché

Conformément aux articles D. 8222-5, D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail, le cocontractant fournira tous les six mois, les pièces et attestations mentionnées aux articles précités, applicables au statut du cocontractant sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse URL suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Article 9 - Résiliation

Outre les possibilités de résiliations mentionnées dans le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG – FCS.

Article 10 - Litiges et différends

L'organe chargé des procédures de médiation est le Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics de la Préfecture de Meurthe-Et-Moselle.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent C.C.A.P. portant dérogation	Articles du CCAG – FCS auxquels il est dérogé
Article 6-1	Article 27.3
Article 6-2	Article 14.1